



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Prévention et
lutte contre la pauvreté
en Normandie**

BILAN 2019-2022

Éditorial du Préfet de Région

Jean-Benoît Albertini

Préfet de la région Normandie

Préfet de la Seine-Maritime

Lancée le 13 septembre 2018 par le Président de la République, la Stratégie Nationale de Prévention et de Lutte Contre la Pauvreté (SNPLP) a placé haut les actions de lutte contre les exclusions dans les priorités de l'Etat. Agir ensemble contre la reproduction de la pauvreté dès le plus jeune âge, mobiliser toutes les énergies autour de l'accompagnement vers l'emploi, tels sont les deux fondamentaux qui ont structurés cette approche très globale dans le respect des compétences de chacun. A l'aube de l'entrée dans la deuxième phase de cette stratégie, il est important de dresser un bilan des actions menées et des grands résultats obtenus de 2019 à fin 2022. D'autres sont en germe et ne se verront que sur le temps long. Ce bilan est l'occasion de saluer l'action de tous, services de l'Etat, collectivités locales, ARS, Pôle emploi, CAF, CPAM, associations et entreprises et à travers eux, l'ensemble des travailleurs sociaux, des bénévoles, des soignants, des agents publics et privés qui s'impliquent en région au service de nos concitoyens en situation de pauvreté et par là-même, au service de la collectivité nationale. L'engagement de tous est encore nécessaire, car si la hausse du taux de pauvreté crainte au moment de la COVID a été contenue, des signes de son aggravation apparaissent.

Le futur Pacte des solidarités fixera un nouveau cadre d'action, adapté à la situation socio-économique de 2023. Il pourra en région être déployé sur une base de résultats et d'études solides qui font références. Nos liens sont aujourd'hui solides. Ils seront notre force pour demain.

Préambule du Commissaire à la lutte contre la pauvreté

Christian Forterre

Commissaire à la lutte

contre la pauvreté

Prévenir et lutter contre la pauvreté en articulant petit à petit entre elles toutes les politiques publiques qui concourent à la prévention et à la lutte contre la pauvreté. Telle est la mission interministérielle confiée au Préfet de la région Normandie et sous son autorité au commissaire à la lutte contre la pauvreté.

C'est un exercice sur le temps long.

Ensemble nous avons déterminé au niveau régional un quadruple objectif :

- Développer un collectif d'acteurs qui s'enrichit des expériences des uns des autres et qui s'appuie nécessairement sur l'expérience vécue des personnes en situation de pauvreté pour créer des espaces de coopération et accompagner la personne dans sa globalité.
- Porter un regard attentif aux femmes en situation de pauvreté, première population en situation de pauvreté
- Soutenir la levée des freins périphériques que constituent la mobilité, la garde d'enfant et l'accès aux biens essentiels dont la santé
- Acquérir les outils d'aide à la décision par des études permettant de mieux géolocaliser et comprendre les situations de pauvreté humaines et territoriales en vis-à-vis d'une cartographie des politiques et dispositifs d'actions de prévention et de lutte contre la pauvreté.

Nos collaborations portent leurs fruits.

LA STRATÉGIE NATIONALE DE PRÉVENTION ET DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

3 leviers:

- Des crédits pour soutenir des projets
- Des conventions financières et d'objectifs avec les Départements et les Métropoles
- La mobilisation interministérielle avec les réseaux régionaux des acteurs

8,5 milliards d' €

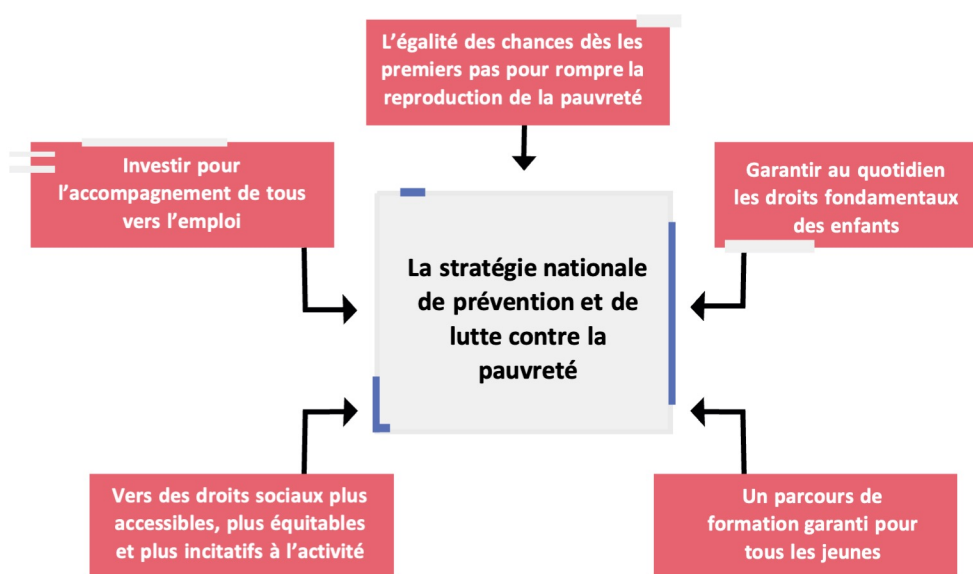
Pour les mesures initiales de la stratégie

13 milliards d' €

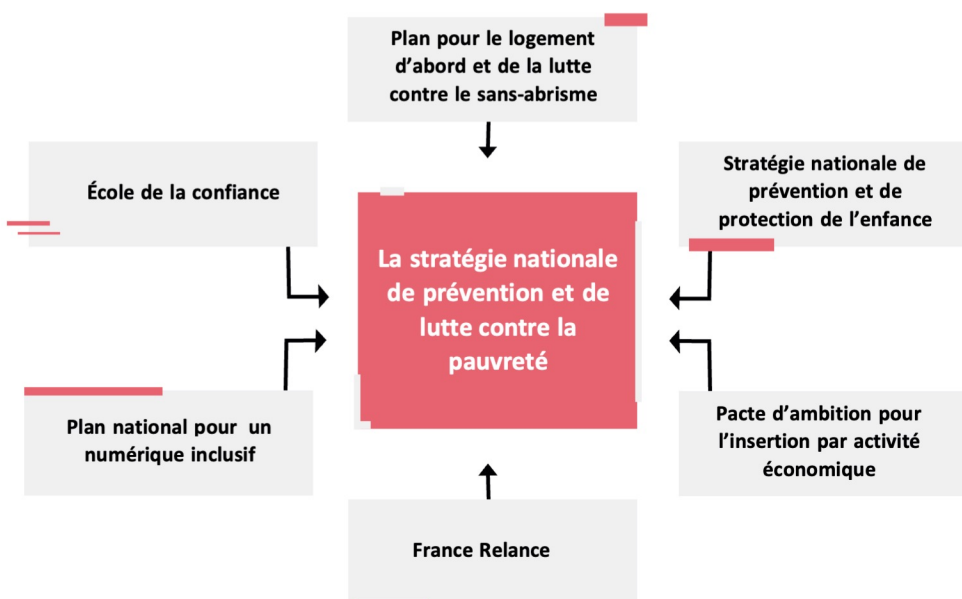
finalelement déployés

Engagée depuis 2018, elle est pilotée à l'échelle nationale par la Délégation interministérielle de prévention et de lutte contre la pauvreté (DIPLP). Elle s'appuie sur deux priorités : celle donnée à la prévention et à l'investissement social (notamment à destination des enfants et des jeunes) et celle donnée à la sortie de la pauvreté par le travail.

Elle est articulée autour de 5 axes:



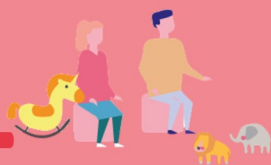
Elle est le point de rencontre entre différentes stratégies de l'État destinées à améliorer la situation des personnes en situation de pauvreté:



01

AGIR

POUR L'ÉGALITÉ DES CHANCES DÈS LES PREMIERS PAS ET CONFORTER LES DROITS FONDAMENTAUX DES ENFANTS



Dispositif Cantine à 1€

Des réunions d'élus organisées dans chaque département voire arrondissement. De dizaines de communes en cours d'accompagnement

112 centres sociaux
79 espaces de vie sociale

35 projets de formation continue pour mettre à jour les pratiques de plus de **1 410** professionnels de la petite enfance

5 projets 1000 premiers jours de l'enfant pour renforcer les moyens des professionnels

1 423 036 repas de cantine à 1€ ou moins pour les parents, dans **181** communes rurales modestes grâce à un soutien de l'Etat de **4 269 108€**

+ de 540 789 petits déjeuners servis gratuitement à l'école dans l'année scolaire 2021-2022 grâce à un soutien de l'Etat de **703 023€**

100% des classes de maternelles et primaires en zone prioritaire **dédoublées** pour que les enfants apprennent mieux

1 collégien sur 3 bénéficie du programme « Devoirs faits » pour aider les élèves à faire leurs devoirs

10 cités éducatives labellisées pour fédérer l'action des enseignants et des acteurs périscolaires autour des jeunes dans les territoires défavorisés



Un Plan Enfance=Égalité



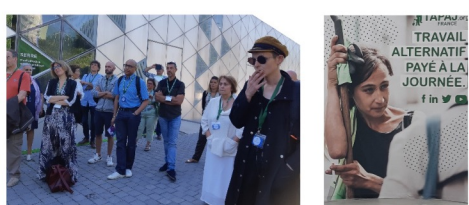
Vous avez entre 16 et 18 ans ? Sans école, ni formation, ni emploi ?

À chacun sa solution, trouvez la vôtre, appelez le **0 800 122 500**

- 1 UN PROFESSIONNEL EN LIGNE, QUI VOUS ÉCOUTE ET VOUS ORIENTE**
- 2 UN RENDEZ-VOUS POUR CONSTRUIRE LA SUITE AVEC VOUS**
- 3 DES SOLUTIONS CONCRÈTES :**
 - formations ;
 - apprentissage ;
 - dispositif d'insertion professionnelle ;
 - service civique ;
 - volontariat.
- 4 UN SUIVI PERMANENT ET PERSONNALISÉ**

tjeune1solution.gouv.fr

Un plan régional pour mettre en œuvre l'obligation de formation des 16-18 ans sans emploi, formation, ou activité, mobilisant les 19 plateformes renouvées de suivi et d'aide aux jeunes en situation de décrochage



5 sites TAPAJ (Travail Alternatif Payé à la Journée) de destination de jeunes avec des addictions)

02

GARANTIR

UN PARCOURS DE FORMATION POUR LES JEUNES



1 941 699€ de soutien de l'Etat pour l'action des conseils départementaux afin de ne plus avoir de sortie rapide des jeunes de l'ASE à 18 ans et pour prolonger l'accompagnement

28 Points Accueil Écoute Jeunes (PAEJ) – antennes et permanences

3 dotations d'actions territoriales pour mobiliser le mécénat des entreprises contre la pauvreté des jeunes à Caen, Lisieux, Rouen

60 238 jeunes entrés en PACEA
27 375 jeunes en garantie jeunes
130 649 jeunes accompagnés par les missions locales
200 717 jeunes en parcours d'insertion
120 200 entrées en contrat apprentissage
16 852 jeunes en Contrat d'Engagement Jeunes depuis mars 22
13 projets pour les « jeunes en rupture » complétant le CEJ grâce à un soutien spécifique de l'Etat de **2 860 990€**

6 022 jeunes de 16-18 ans en solution accompagnés par les missions locales et l'Éducation nationale dans le cadre de l'obligation de formation au 31/12
4 133 jeunes en recherche de solution

03



MIEUX ACCOMPAGNER

VERS L'ACTIVITÉ POUR SORTIR DE LA PAUVRETÉ

10 390 142€

Pour les 5 Départements pour orienter en moins d'un mois les nouveaux entrants dans le RSA, démarrer rapidement un parcours d'accompagnement et renforcer l'offre d'accompagnement socioprofessionnelle

1 303 686€

supplémentaires pour renforcer les solutions de mobilité des personnes en insertion vers l'emploi

30 869

personnes accompagnées conjointement par les conseillers Pôle emploi et du Département pour augmenter les chances d'accès à l'emploi

1 territoire habilité territoire zéro chômeurs de longue durée, entreprises à but d'emploi et CDI

Pacte ambition de l'IAE +51 Structures d'insertion par l'activité économique (274) en 4 ans

5 302 ETP fin 2022 contre 4400 début 2019

61% de sorties vers l'emploi ou la formation contre 57% début 2019

1

site accompagné par la démarche SEVE Emploi pour permettre l'accès à un emploi durable des salariés de l'IAE

261 101

recrutements de jeunes en CDI ou CDD de plus de trois mois dans le cadre du plan #1 jeune 1 solution depuis août 2020

1 808 924€ au bénéfice des 5

Départements engagés dans le service public de l'insertion et de l'emploi (SPIE) pour simplifier les démarches des personnes précaires jusqu'au retour à l'emploi, accélérer le retour à l'activité, lever les freins à l'emploi, renforcer la coordination de tous les intervenants

SERVICE PUBLIC DE L'INSERTION ET DE L'EMPLOI



Déploiement du SPIE en région Normandie : une dynamique qui engage l'Etat, les 5 départements et Pôle emploi

18 NOVEMBRE 2022

10h00 - 17h00

La Fonderie

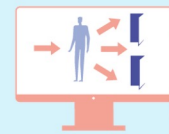
Hérouville-Saint-Clair 14200

RENCONTRE RÉGIONALE & VILLAGE ASSOCIATIF

"La mobilité inclusive et solidaire, un levier pertinent pour les territoires au service des politiques de mobilité"

FDVA
Région Normandie
Département de Normandie
Mobilier
Mobilier
Mobilier

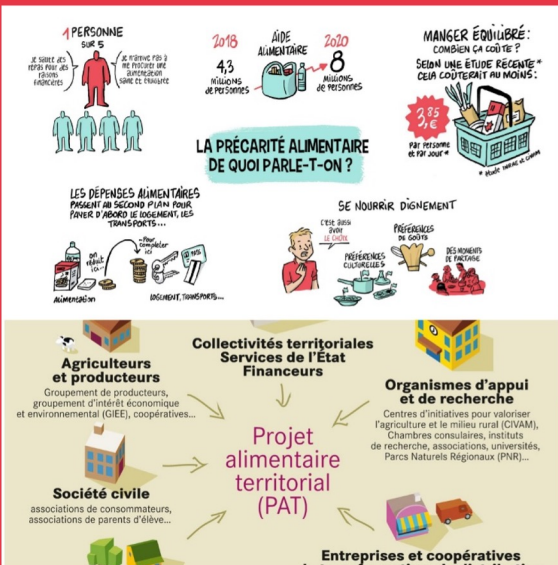
Journée régionale « **La mobilité solidaire et durable pour l'accès à l'emploi** » organisée par le réseau Mob'In en 2022



04

RENFORCER

L'ACCÈS AUX DROITS ET RENDRE LA VIE QUOTIDIENNE PLUS FACILE



Journée régionale « **Agir à l'échelle territoriale pour lutter contre la précarité alimentaire et favoriser l'accès de tous à une alimentation de qualité** » organisée avec la DRAAF et la Chambre des métiers de l'agriculture

134

Créations de postes de conseillers numériques pour aider les personnes à devenir autonomes avec les usages numériques au quotidien

83 035€

pour donner une adresse aux personnes sans domicile afin d'avoir un justificatif de domicile et une adresse pour recevoir du courrier, accéder à des droits et prestations, obtenir l'aide juridictionnelle

31

Créations de points Conseil Budget qui délivrent des conseils gratuits, confidentiels et personnalisés pour gérer son budget

770 269€

pour soutenir les structures de l'aide alimentaire en plus des crédits du droit commun

2 033 415€

Alloués aux 5 Départements pour que **100%** de la région soit couverte en points d'accueil en réseau à moins de **30 minutes** de chez soi en transport

164

Créations de maisons France services pour accéder aux services publics du quotidien

6 948

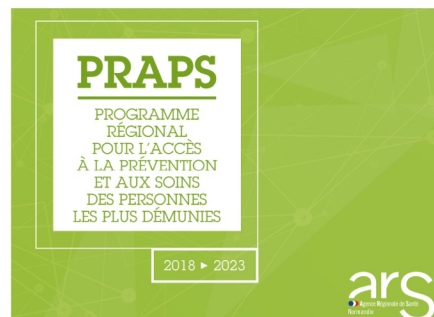
Familles bénéficiaires depuis 2020 d'une pension alimentaire de l'ARIPA pour lutter contre les impayés de pensions

05

LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS DE SANTÉ



Séjour de la santé



332 000 bénéficiaires de la complémentaire santé solidaire en 2022

64 nouvelles maisons de santé pluridisciplinaires

24 permanences d'accès aux soins de santé des personnes sans couverture médicale

3 missions d'appui aux PASS en milieu rural

6 permanences d'accès aux soins dentaires

2 coordinations régionales

1 centre de santé participatif

Nouvelles places médico-sociales :

32 lits halte soin santé

69 appartements de coordination thérapeutique

94 appartements de coordination thérapeutique à domicile

45 lits d'accueil médicalisés

17,32% des équipements et soins optiques concernent le 100% Santé avec 0€ de reste à charge

40,66% pour les soins et équipement audios

58,36% pour les soins et équipements dentaires

2

sites "Un chez-soi d'abord" (Caen et Rouen) qui permettent aux personnes sans abri qui souffrent de troubles psychiques et cumulent de grandes difficultés d'accéder directement à un logement ordinaire

11 nouveaux Ateliers santé ville

241 390€

Pour lutter contre la précarité menstruelle depuis 2021

6 974 742€ fléchés depuis 2019 sur la promotion de la santé des publics en situation de précarité et la réduction des inégalités de santé dans le cadre de la mesure 27 du Séjour

fév.
2022



Un « Panorama des situations de pauvreté en région Normandie » en partenariat avec l'INSEE et l'ARS, devenu base de référence 2023 reproduit dans toutes les régions françaises

06



Normandie : Des enjeux du territoire aux enjeux de compréhension du territoire
Projet 2022-2024

Une étude en cours en partenariat avec le CNRS et le COORACE Normandie

- A. Cartographier les actions et les périmètres des politiques publiques
- B. Améliorer les études basées sur les jeux d'échelles spatiales et temporelles
- C. Identifier et hiérarchiser les indicateurs en intégrant les dynamiques temporelles
- D. Evaluer les politiques ou stratégies menées : à l'échelle des organisations pour les aider dans leur développement.

UNE DEMARCHE PARTENARIALE

CENTRÉE SUR LES TERRITOIRES

En plus des crédits de droit commun des politiques sociales de l'Etat qui permettent de réduire de plus d'un tiers la part des ménages en situation de pauvreté, des enveloppes importantes:

23 019 047€

Apportés par l'Etat dans le cadre des conventions de lutte contre la pauvreté et l'accompagnement à l'emploi signées avec les 5 Départements et

1 094 832€

Apportés à Rouen métropole

17 200 399€

apportés dans les 5 conventions départementales de prévention et protection de l'enfance

1 808 824€

Apportés par l'Etat dans les conventions du service public de l'insertion passées avec les 5 Départements

226 projets de

prévention et de lutte contre la pauvreté soutenus par l'Etat en région pour un budget de

8 335 049€

1 à 2 appels à projets régional par an de lutte contre la pauvreté

1 appel à projets régional par an de formation des professionnels de la petite enfance

24



Accès à l'alimentation projets

Accès à une alimentation de qualité, amélioration de la chaîne d'approvisionnement, structuration et coordination, restauration solidaire, accompagnement...

13



Accès au logement projets

Lutte contre la précarité énergétique, logement d'abord, recherche sur l'accueil de personnes en grande précarité

4



Accès à la santé projets

Lieux d'écoute, accompagnement, médiation, outillage de professionnels (formation santé mentale, accès aux droits santé...)

5



Participation projets

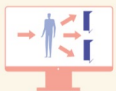
autour de la participation (tiers lieux participatifs, formation de professionnels, travail pair...)

21



Mobilité à des fins d'insertion professionnelle projets
d'accompagnement à la mobilité pour bénéficiaires

54



Accès aux droits, aller vers projets

Lutte contre le non recours, aller-vers sur des questions familiales (parentalité, violences conjugales, médiation familiale), lutte contre la fracture numérique, aller-vers les jeunes sur la santé mentale

40



PETITE ENFANCE projets

sur les 1000 premiers jours de l'enfant, projets de lieux d'écoute parentale (espace de parole, répit parental, maison des familles, écoute santé), projets alliant insertion professionnelle et garde d'enfant, projets de formation de professionnels de la petite enfance

23



Insertion des jeunes et réussite éducative projets
pour jeunes vulnérables

42



Insertion socio-professionnelle des publics vulnérables projets
pour bénéficiaires d'actions d'accompagnement ou de remobilisation